



*Avec la fusion des réseaux
comptables DGFIP, Douanes ...*

*je vais pouvoir réduire le
nombre de chaises ...!*

finances
Solidaires

Nous ne sommes pas Con-tents !

Alors que le Président de la République fait la leçon à un adolescent qui a osé l'interpeller par un diminutif de son prénom, son ministre de « l'Action et des Comptes publics » injurie devant élu.e.s et médias les comptables publics, agent.e.s de son ministère au sein des réseaux de la DGFIP et des Douanes.

En visite dans le Loiret, Gérald Darmanin, lors d'une rencontre avec des élu.e.s, a déclaré « pour être comptable, il faut un con, une table et que c'est à l'État de fournir la chaise ».

Le ministre, quel que soit son âge, n'a pas, lui, l'excuse d'un humour potache. Il ne peut oublier qu'il est en responsabilité. Et sa responsabilité, sa dignité de ministre de la République, n'est pas de salir les personnels dont il assume la direction en tant que ministre. Il lui suffit déjà de les décrédibiliser en participant à la casse de leurs missions et de leur rôle au service de la collectivité publique et de l'intérêt général.

Le gouvernement peut prendre soin de sa communication en reportant la publication du rapport CAP 2022, le ministre devance ses conclusions en confirmant déjà que « l'expérimentation d'agences comptables auprès de certaines collectivités territoriales de grande taille sera engagée », dissolvant encore un peu plus la séparation ordonnateur/comptable et ses garanties pour la gestion des deniers publics.

Déjà un rapport commandité à l'IGF par E. Macron, alors ministre de l'Économie, dessinait la perspective d'une DGFIP validant, « certifi[ant] » les comptes des collectivités locales qualifiées en interne par un expert comptable.

C'est oublier que **le comptable public et ses agent.e.s sont garants, par leur indépendance, leur neutralité, leur expertise, leur responsabilité, d'une bonne utilisation des deniers publics.** Si les apparences tiennent encore aujourd'hui, malgré l'hémorragie en emplois, c'est parce que les comptables publics et leurs équipes continuent de se démenner notamment dans les « trésoreries » pour assister les élus locaux et leurs équipes parfois réduites à un agent à temps incomplet et répondent humainement aux imperfections et aux limites du « full internet » tant pour les collectivités, les administré.e.s et les entreprises.

Nous savions déjà que « l'Action publique » était une litote pour désengagement de l'État et démantèlement de la fonction publique ; la pratique du « dialogue social » aux MEFs ne manifestait déjà pas une grande reconnaissance pour les personnels mais nous ne savions pas que le ministre était prêt à afficher ouvertement son dédain et son mépris pour les personnels qui font vivre son ministère. A moins que son bureau et le maroquin qui l'accompagne n'aient pour lui pas plus de valeur que celle qu'il prête à la table et à la chaise d'un comptable public.